



**Ambassade de France au Pakistan
Service économique d'Islamabad**

Islamabad, le 05 avril 2024

Pakistan : Veille économique du 05/04/2024

Le ministre des Finances vise la conclusion d'un Staff-Level Agreement (SLA) avec le FMI concernant une nouvelle Facilité étendue de crédit (FEC) d'ici le 30 juin.

Pakistan Development Update (PDU) 2023/2024 de la Banque mondiale.

Scandale impliquant une société travaillant dans un projet post-inondations financé par la Banque mondiale.

Débat sur le développement humain au Pakistan à l'occasion de la publication du nouveau rapport du PNUD.

L'industrie métallurgique appelle à une action contre la contrebande en provenance d'Iran.

Le ministre des Finances vise la conclusion d'un Staff-Level Agreement (SLA) avec le FMI concernant une nouvelle Facilité étendue de crédit (FEC) d'ici le 30 juin.

Muhammad Aurangzeb, le ministre des finances va diriger à partir du 14 avril une délégation à Washington pour initier officiellement cette coopération avec les services du FMI en vue de la signature du FEC. Les discussions qui s'effectueront en parallèle avec les réunions de printemps du FMI (du 15 au 20 avril) porteront selon la presse sur la fiscalité et sur la privatisation des sociétés publiques.

Pakistan Development Update (PDU) 2023/2024 de la Banque mondiale.

En présentant le PDU 2023/2024, le directeur-pays de la Banque mondiale a indiqué que, « faute de réformes économiques majeures et durables, la croissance continuerait à être atone et le Pakistan continuera à faire face à des problèmes de liquidité. Selon lui, un programme de réforme économique clairement articulé, ambitieux et crédible était nécessaire pour réduire l'incertitude et restaurer la confiance. Il ajoutait que les principales contraintes politiques à une croissance économique durable n'étaient toujours pas résolues. Le niveau d'endettement était élevé (autour de 80% du PIB) et les réserves de change étaient encore très limitées (deux mois d'importations). Il convenait selon lui de rétablir des marges de manœuvre budgétaires et financières sans quoi le pays resterait vulnérable à d'éventuels nouveaux chocs externes.

Le PDU établit :

(i) que la modeste reprise économique de 2023/2024 (projetée à 1,8%) et l'amélioration de certains équilibres macro-économiques (le déficit primaire est projeté à 0,1 % du PIB au cours de l'exercice 2023/24 et pourrait atteindre 0,3 % du PIB au cours des exercices 2024/25 et 2025/26 si les mesures de

consolidation budgétaire mises en œuvre au cours du gouvernement de transition sont maintenues. Cependant, le déficit budgétaire devrait augmenter jusqu'à 8,0 % du PIB au cours de l'exercice 2023/24 en raison de la hausse des taux d'intérêts.

(ii) qu'une consolidation budgétaire plus profonde, passant par des réformes structurelles, sera nécessaire à moyen terme pour restaurer la viabilité des finances publiques et de la dette » : à des mesures de contrôle des importations permettant de préserver les réserves de change limitées et à une activité économique modérée (notamment dans le secteur agricole (croissance de 3% en 2023/24) alors que la croissance de l'industrie est projetée à 1,8%.

(iii) que la croissance de l'année budgétaire 2023/2024 (juillet 23-juin 24) est projetée à 1,8 %. Selon le PDU, les déséquilibres extérieurs devraient persister (cette situation rendra nécessaire la poursuite des mesures d'importation et de gestion des capitaux) sans réforme rétablissant la confiance des investisseurs internationaux et diminuant la forte emprunte de l'État dans l'économie (le PDU insiste sur la nécessité d'enclencher rapidement des processus de privatisations afin d'envoyer un signal positif aux investisseurs).

Scandale impliquant une société travaillant pour un projet post-inondations financé par la Banque mondiale.

M. Hussain est à la tête de « Solutions for Development Support (Pvt.) Ltd », une société de conseil choisie par la Banque mondiale dans le projet « de résilience du Sindh » qui vise à atténuer les risques d'inondation et de sécheresse dans certaines zones de la province et à renforcer sa capacité à gérer les catastrophes naturelles et les urgences de santé publique. Il agissait en tant que société conseil pour la Banque mondiale, en tant qu'acheteur et spécialiste de la gestion des contrats pour l'Autorité provinciale de gestion des catastrophes du Sind (qui est bénéficiaire du prêt de la Banque mondiale) et détenait une filiale de construction et une filiale de travail temporaire actives dans ce projet. Ayant reconnu les faits qui lui ont été reprochés M. Hussain a été exclu des différents volets du projet dans lesquels il était impliqué.

Débat sur le développement humain au Pakistan à l'occasion de la publication du nouveau rapport du PNUD.

Le rapport 2023/2024 du PNUD sur le développement humain place le Pakistan dans la catégorie de développement humain « faible » avec un indice de développement humain (IDH) de 0,540 et un classement mondial de 164 sur 193 pays. Dans le rapport 2021/2022, l'IDH du Pakistan qui était situé à 0,544 positionnait le pays en 161^{ème} place sur les 191 pays du classement mondial.

Après la présentation chiffrée de la situation du développement humain au Pakistan, le PNUD, la Banque mondiale et des experts indépendants pakistanais insistaient sur le fait que la situation du développement humain d'était dégradée au cours des dix dernières années. Ils remarquaient que ni l'éducation, ni la santé n'étaient des droits imprescriptibles inscrits dans la constitution. Ils considéraient que la situation s'était dégradée pour des raisons démographique et économiques (le PIB par habitant ayant baissé de 50% au cours de la décennie passée, il était à 110 USD par habitant en 2012/2013).

Au niveau budgétaire, ils pensaient que les provinces ne s'étaient pas appropriées les politiques de santé et d'éducation qui étaient gérées par l'Etat fédéral avant la dévolution aux provinces réalisée en avril 2010 (18^{ème} amendement) et mise en application à partir de l'année 2011-2012. Ils estimaient que, par rapport au PIB, les dépenses de santé et d'éducation ne dépassaient pas 3,5% du PIB en 2022/2023. La faiblesse des moyens n'était pas compensée par une capacité à travailler de façon collective, les ministères de la santé, des affaires sociales et de l'éducation « travaillant en silos », ils ne formaient pas

des projets communs (l'école primaire pourrait être un très bon support pour mettre en place des politiques transversales efficaces). Alors que l'Etat fédéral essayait avant tout d'éviter le défaut de paiement, il n'était pas en mesure de contribuer à ces budgets. Dans cette situation, il convenait pour améliorer la situation du développement humain au Pakistan de faire en sorte d'augmenter les impôts provinciaux sur la propriété foncière et sur l'immobilier. A cela s'ajoutait selon le panel de discussion, le fait que la situation était bien plus détériorée au Baloutchistan ou dans certaines régions du Sindh et du Khyber-Pakhtunkhwa que dans le reste de la fédération.

L'industrie métallurgique appelle à une action contre la contrebande en provenance d'Iran.

L'industrie métallurgique appelle le gouvernement à prendre des mesures contre la contrebande des produits en acier laminés en provenance d'Iran. Selon l'organisation professionnelle de la métallurgie pakistanaise, les importations en contrebande de produits métalliques en provenance d'Iran pourraient se monter à 80 000 tonnes par an (dont 25000 tonnes pendant les fêtes de l'Eid el Fitr). Elles impactent l'industrie métallique pakistanaise. Une collusion entre les contrebandiers et les douaniers est dénoncée.

CALENDRIER :**12 mars au 11 avril** : mois du ramadan**14 avril** : début des discussions de travail entre le Pakistan et le FMI en vue d'un nouvel accord de Facilité étendue de crédit (Extended Fund Facility -EFF-)**29 avril 2024** : comité de politique monétaire de la Banque centrale (SBP).**7 juin 2024** : présentation de la loi de Finances à l'assemblée nationale.**10 juin 2024** : comité de politique monétaire de la Banque centrale (SBP).

INDICATEURS	
Population (recensement 2023)	241,49 millions d'habitants
PIB	372 Mds USD (juin 2023) contre 376,5 Mds USD (juin 2022)
Croissance du PIB Année 2022/2023 Prévisions (2023/2024)	-0,17 % (source pakistanaise) - 0,6 % (source Banque mondiale) + 3,5 % (hypothèse retenue dans le budget) +1,7 % (hypothèse de la Banque mondiale)
PIB par habitant	1448 USD (contre 1 586 USD au 30 juin 2022)
Taux de chômage Taux de chômage des jeunes	10 % en septembre 2023 en g.a 12,2% en juin 2023 en g.a
Taux de pauvreté (Banque mondiale, septembre 2023)	39,4 % des Pakistanais vivent en dessous du seuil de pauvreté
Indice des prix à la consommation En continu (mars 2024) Prévisions (2023/2024)	20,7 % au en g.a 26,5 % (estimation Banque mondiale)
Taux directeur banque centrale	22 % (depuis le 20 juin 2023)
Réserves de change	7,91 Mds USD au 14/03/24 (3,5 Mds USD au 27/06/23)
Balance commerciale 2022/2023	- 25,59 Mds USD (bilan provisoire)
Compte courant (2022/2023)	+2,56 Md USD
Dette publique (% PIB) Dont Dette externe	207,7 Mds USD soit 73,2% du PIB 77,2 Mds USD
Transferts de fonds des émigrés 2022/2023	25,8 Mds USD (31 Mds USD en 2021/2022)
Flux d'IDE 2022/2023	1,456 Md USD (-25% par rapport à 2021/2022)
Indice de perception de la corruption 2021	140 ^{ème} /180 (124 ^{ème} /180 en 2020)

(Valeur de la PKR : 1 USD = 278,13 (le 28/03/2024) contre 1 USD = 2,79 PKR (le 21/03/2024))